



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal

24 mai 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

UN GOUVERNEMENT DU PATRONAT

L'état-major de l'offensive patronale vient donc d'être nommé par le Premier ministre Édouard Philippe. Macron jouait les « antisystème », le voilà qui aligne une brochette d'énarques, de vieux routiers de la politique prêts à retourner leur veste et de dirigeants d'entreprises. À commencer par Édouard Philippe lui-même, qui cumule les trois.

La ministre des Transports, Elisabeth Borne, était depuis deux ans PDG de la RATP, où elle préparait l'ouverture à la concurrence par des réductions d'effectifs et gel des salaires. Son bilan 2016 : 432 emplois supprimés, malgré 141 millions d'euros de bénéfices. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est le directeur de l'Essec, une école de commerce où les futurs cadres dirigeants apprennent à licencier et pressurer les salariés. Ancien directeur de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, il s'y connaît en coupes budgétaires et suppressions de postes.

Business France au ministère du travail

Quant au ministère du Travail, d'où seront lancées les principales attaques, il est confié directement au Medef. La ministre, Muriel Pénicaud, ancienne DRH de chez Danone où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris, d'administratrice à la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du conseil de surveillance de la SNCF. Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était, lui, directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016.

Plutôt qu'une « société civile », c'est donc bien une marche militaire anti-ouvrière qui se met en place, avec des généraux aguerris issus directement des rangs du patronat. Le premier front, ce sera le Code du travail, avec pour objectif d'aller plus loin encore que la loi El Khomri – contre laquelle nous nous sommes battus nombreux au printemps dernier – afin de laisser le champ libre au patronat pour supprimer des emplois, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail. Dans l'arsenal également, une hausse de la CSG, qui

pèserait sur les salaires et les retraites, déjà bien insuffisants.

Rassemblons nos colères, pour que les ennuis du gouvernement commencent

Pendant que le gouvernement aiguise ses armes, le patronat est déjà sur le champ de bataille. Ford annonce la suppression de 20 000 emplois dans le monde pour « rassurer les actionnaires », ce qui renforce la menace sur les 1 000 de Blanquefort, dont fait partie Philippe Poutou. Il y a aussi Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool et bien d'autres.

Les 300 salariés de GM&S, un sous-traitant de PSA et Renault dans la Creuse, se battent depuis plusieurs mois contre la fermeture annoncée et menacent de faire sauter leur usine. Voyant venir les élections législatives, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récupéré en un coup de fil la promesse des deux donneurs d'ordres d'augmenter leurs commandes et de prolonger ainsi la survie de l'usine. Pour le gouvernement il s'agit d'appâter des repreneurs qui ne s'engagent sur rien. Les ouvriers ont tout intérêt à rester mobilisés tant qu'ils n'ont pas de réelles garanties sur le maintien de tous les emplois. Le succès du rassemblement auquel ils ont appelé mardi 16 mai et auquel ont participé près de 2 000 travailleurs et soutiens n'y est sans doute pas pour rien dans l'empressement du nouveau gouvernement à afficher une promesse de solution, toute provisoire soit-elle.

Ce que le patronat et le gouvernement craignent avant toute chose : c'est de voir les travailleurs de différentes entreprises regrouper leurs forces. C'est donc cet objectif qu'il faut nous donner.

C'est cette perspective que portent les candidats du NPA : dans la 1^{ère} circonscription du Calvados (Caen ouest), Nicolas VABRE et Sophie SIMON.

L'union fait la force

25 RU et techniciens affectés à des postes de niveau inférieur ou « incités » à prendre la porte avec l'« aide » d'Altedia, c'est un avant-goût de ce qui nous attend tous. Serrons-nous les coudes.

Une raison de plus contre les H+

Bulletin météo des prochains jours (consulté hier soir sur meteofrance.com) : jeudi et vendredi, plein soleil, juste quelques pluies samedi en fin de matinée. Alors que le Jeudi de l'Ascension ouvre la possibilité d'un long week-end pour seulement un jour de congé, la plupart d'entre nous sera réquisitionnée à l'usine. Demain jeudi, le seul truc qui pleuvra, ce sera des H+ en pagaille.

Et pourtant, si on décidait d'aller tous à la mer, personne ne pourrait rien y faire...

Jusqu'à plus soif ?

Avec des températures annoncées au-dessus de 25°C toute la journée de vendredi, l'usine risque de se transformer une fois de plus en four solaire. Une situation qui nécessite des pauses *régulières et répétées* pour ne pas se déshydrater... Patron, il est encore temps de passer commande pour les bouteilles d'eau.

À Rennes, CDI et intérimaires font bloc contre la direction

Au moment où la direction de PSA La Janais lance la 5008, à grands coups de séances obligatoires les samedis et jours fériés (comme chez nous), nos collègues de Rennes débrayent. Samedi 13 et vendredi 19 mai, ils étaient plus d'une centaine (dont des intérimaires) à arrêter le travail pendant une heure.

Ils en ont marre des postes surchargés, des sous-effectifs, des moyens manquants, des heures sup, des changements d'horaires permanents et au dernier moment, ils réclament l'embauche de centaines d'intérimaires qui travaillent sur le site.

Toutes leurs revendications sont exactement les

nôtres ! À PSA Sevelnord il y a aussi eu des débrayages contre les sous-effectifs permanents. Si nous nous coordonnions sur tous les sites pour faire comme eux, la direction serait bien obligée de céder.

PSA les a esquinés et veut les dégager

À Poissy, en vue de la fermeture de l'équipe de nuit dans quelques mois, la direction du Montage cherche à dégager tous les ouvriers handicapés ou en restrictions médicales. Plusieurs ouvriers ont déjà été sommés de rester chez eux dans l'attente d'un prétendu avis médical. Objectif : les déclarer inaptes au travail ou au poste pour les licencier sans DAEC ni rien.

La direction anticipe sur ce que va imposer le président : l'aggravation de la loi travail sera prête dès juillet.

Les 1 000 non-embauches à Sochaux

Affiches qui laissent perplexes et articles de presse dithyrambiques annoncent l'embauche de 1 000 ouvriers pour le site de Sochaux. Le succès de la 3008 ne faiblit pas et le rachat d'Opel augmente les possibilités de ventes pour le groupe.

Bien entendu, il s'agit de 1 000 intérimaires qui seront remerciés dès que l'entreprise aura empoché les bénéfiques. Avec ces nouveaux embauchés, l'usine comptera plus d'intérimaires que de CDI. Dans tous les sites, imposons l'embauche de tous les intérimaires et prestataires.

Veolia s'offre la plage

Une 1^{ère} en France : le groupe privé vient de se payer la plage de la Baule, station balnéaire. Les profits envisagés par le groupe sont mirobolants... et conduiront à ce que les prix explosent pour les vacanciers.

Les congés payés, obtenus par la lutte des travailleurs, notamment en juin 36, avaient permis des départs massifs à la mer... En 2017, l'État les confisque à tous ceux qui n'auront pas les moyens.

En soutien à aux candidats du NPA Nicolas VABRE et Sophie SIMON, se tiendra un :



Meeting avec

Philippe Poutou

Jeudi 1^{er} Juin - 19h

Pôle de vie Rive Droite

Av. Georges Guynemer

Arrêt « Guynemer » tram / Bus 21